

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-JOACHIM

Règlement no: 314- 2007

Déterminant les taux de taxes (autre que foncière) ainsi que les tarifs de compensation pour l'aqueduc, enlèvement et dispositions des ordures, assainissement des eaux pour 2008

ATTENDU QU'un avis de motion a été adopté en session extraordinaire le 19 décembre 2007 à 19 h;

ATTENDU QUE pour charger une taxe autre que foncière et une compensation pour divers services, le Conseil municipal se doit d'en proposer les montants par voie de réglementation;

En conséquence et pour tous ces motifs,

IL est proposé par : Marcel Jean

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

« QUE la municipalité de Saint-Joachim adopte un règlement portant le # 314-2006 et qu'il soit statué et décrété par ce règlement ce qui suit :

Section 1 : Tarif de compensation pour les services d'aqueduc

Qu'un tarif annuel soit exigé et prélevé pour l'année fiscale 2008 de tous les usagers du service d'aqueduc et ce, selon les tarifs suivants :

- 80\$ par logement—tous les secteurs
- 90\$ par commerce—tous les secteurs
- 130\$ par ferme

Section 1.1 Le tarif pour le service doit, dans tous les cas être payé par le propriétaire.

Section 2 : Tarif de compensation pour le service d'enlèvement, de Transport et disposition d'ordures ménagères

Qu'un tarif annuel soit exigé et prélevé pour l'année fiscale 2008 de tous les usagers du service d'enlèvement et de disposition d'ordures ménagères et ce, selon les tarifs suivants :

- 155,39\$ par logement tous les secteurs
- 212,74\$ par commerce-tous les secteurs
- 855,158\$ endroits spéciaux (Réserve faunique, Grande-Ferme, Séminaire)

Section 2.1 Tarif pour collecte sélective

Qu'un tarif annuel soit exigé et prélevé pour l'année fiscale 2008 de tous les usagers du service de collecte sélective selon le tarif suivant 40,80\$ par logement résidentiel.

Section 3 : Tarif de compensation pour assainissement des eaux-égout

QU'une compensation soit exigée pour l'année 2008 dont le montant sera, le cas échéant, multiplié par un facteur (exprimé en terme d'unité) tel que précisé ci-après, en regard de chacune desdites catégories :

CATÉGORIES D'IMMEUBLES VISÉS-SECTEUR ROUGE (VOIR CROQUIS ANNEXÉ)

FACTEUR

IMMEUBLES RÉSIDENTIELS

--- par logement 1 unité

IMMEUBLES COMMERCIAUX

--- restaurant 1,5 unité

---commerce d'hébergement

(Auberge-Couette et café
et chambre) 0,30 unité

---épicerie 1,3 unité

---résidence avec commerce 1,5 unité

---garage avec réparation 1,3 unité

---institution financière 1,5 unité

---autres types-commerce 0,20 unité

Un lot distinct et vacant susceptible d'être l'assiette d'une construction en vertu des règlements d'urbanisme de la municipalité constituant une unité d'évaluation
0,20 unité

Un terrain vacant pouvant faire l'objet d'un permis relatif à une opération cadastrale en vertu du règlement de lotissement de la municipalité et susceptible d'être l'assiette d'une construction en vertu des règlements d'urbanisme de la municipalité constituant une unité d'évaluation (ref : règlement d'urbanisme art. 3.3 et 3.4)
0,20 unité

CATÉGORIES D'IMMEUBLES VISÉS-SECTEUR JAUNE (VOIR CROQUIS ANNEXÉ)

FACTEUR

IMMEUBLES RÉSIDENTIELS

---par logement 0,25 unité

ENDROITS SPÉCIAUX

--- La Grande Ferme 1 unité

--- Rés.Nationale de Faune 2 unités

La valeur de la compensation sera établie annuellement en divisant et le montant de l'échéance annuelle de l'emprunt et les coûts inhérents à l'exploitation des équipements par le nombre total des unités ainsi déterminées.

Section 3.1 : La compensation exigée devra être payée par tout propriétaire des immeubles visés

Section 4 : Tarif de compensation pour la taxe de service spéciale sur la valeur foncière, secteur village pour l'eau potable

Qu'un tarif annuel soit exigé et prélevé pour l'année fiscale 2008 des usagers du secteur village et ce selon le tarif suivant :

- 0,0133 du cent d'évaluation
- 0,0133 du cent d'évaluation pour exploitations agricoles enregistrées

Le tarif pour ce service doit dans tous les cas, être payé par le propriétaire.

Section 5 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

ADOPTÉ LORS DE LA SESSION

EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE,

TENUE À L'HÔTEL DE

Le 19 décembre 2007.

Gaston Gagnon
Maire

Suzanne Cyr
directrice générale
et secrétaire-trésorière